



Destruction massive des emplois en France en R&D.

Le 5 novembre a eu lieu un nouveau Groupe de Travail sur la R&D en vue du nouvel accord compétitivité (NEC 2).

La direction comme toujours a cherché à noircir le tableau en prétextant les futurs enjeux technologiques, environnementaux et les attentes de plus en plus variées des clients. Elle dit qu'elle n'a pas le choix : il faut continuer à nous sacrifier tout en occultant bien évidemment la très bonne santé financière du groupe.

Les propositions de la direction sont inacceptables

En 3 ans, PSA veut supprimer 1200 emplois en R&D en France (sur les environ 8650 restants), tout en embauchant en parallèle au Maroc (passant de 570 à 1100 salariés) et en Inde (passant de 30 à 200 salariés).

C'est encore plus scandaleux quand nous savons que PSA continue de percevoir des aides publiques comme le CICE (103 millions d'€ en 2018), sans aucune contrepartie exigée de l'Etat, pourtant actionnaire lui-même du groupe à 14%.

Rappelons que PSA affiche 53,8 milliards d'€ de chiffre d'affaire depuis le début d'année 2019, en hausse le 3eme trimestre, alors pourquoi toutes ces attaques ?

Que nous soyons salarié-e-s dans les usines, les centres de R&D, les sites tertiaires, aucun-e de nous n'est épargné-e.

Nous devons tous ensemble, non seulement, défendre nos emplois, mais aussi nous mobiliser pour obtenir l'embauche en CDI de tous les prestataires et intérimaires, la réduction du temps de travail et l'augmentation de nos salaires.